



Public Inquiry Into Foreign Interference in Federal
Electoral Processes and Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les
processus électoraux et les institutions démocratiques
fédéraux

Public Hearing

Audience publique

**Commissioner / Commissaire
The Honourable / L'honorable
Marie-Josée Hogue**

VOLUME 16

Held at :

Library and Archives Canada
Bambrick Room
395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Monday, September 16, 2024

Tenue à :

Bibliothèque et Archives Canada
Salle Bambrick
395, rue Wellington
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Le lundi 16 septembre 2024

INTERNATIONAL REPORTING INC.

<https://www.transcription.tc/>

(800)899-0006

II Appearances / Comparutions

Commission Lead Counsel / Procureure en chef de la commission	Shantona Chaudhury
Commission Counsel / Avocat(e)s de la commission	Gordon Cameron Erin Dann Matthew Ferguson Hubert Forget Leila Ghahhary Benjamin Herrera Howard Krongold Hannah Lazare Jean-Philippe Mackay Kate McGrann Emily McBain-Ashfield Hamza Mohamadhossen Lynda Morgan Siobhan Morris Annie-Claude Poirier Gabriel Poliquin Natalia Rodriguez Guillaume Rondeau Nicolas Saint-Amour Daniel Sheppard Maia Tsurumi
Commission Research Council / Conseil de la recherche de la commission	Geneviève Cartier Nomi Claire Lazar Lori Turnbull Leah West
Commission Senior Policy Advisors / Conseillers principaux en politiques de la commission	Paul Cavalluzzo Danielle Côté

III

Appearances / Comparutions

Commission Staff / Personnel de la commission	Annie Desgagné Casper Donovan Hélène Laurendeau Michael Tansey
Ukrainian Canadian Congress	Donald Bayne Jon Doody
Government of Canada	Gregory Tzemenakis Barney Brucker
Office of the Commissioner of Canada Elections	Christina Maheux Luc Boucher Sébastien Lafrance Nancy Miles Sujit Nirman
Human Rights Coalition	David Matas Sarah Teich
Russian Canadian Democratic Alliance	Mark Power Guillaume Sirois
Michael Chan	John Chapman Andy Chan
Han Dong	Mark Polley Emily Young Jeffrey Wang
Michael Chong	Gib van Ert Fraser Harland

IV Appearances / Comparutions

Jenny Kwan

Sujit Choudhry

Mani Kakkar

Churchill Society

Malliha Wilson

The Pillar Society

Daniel Stanton

Democracy Watch

Wade Poziomka

Nick Papageorge

Canada's NDP

Lucy Watson

Conservative Party of Canada

Nando De Luca

Chinese Canadian Concern Group on
The Chinese Communist Party's
Human Rights Violations

Neil Chantler

David Wheaton

Erin O'Toole

Thomas W. Jarmyn

Preston Lim

Senator Yuen Pau Woo

Yuen Pau Woo

Sikh Coalition

Balpreet Singh

Prabjot Singh

Bloc Québécois

Mathieu Desquilbet

Iranian Canadian Congress

Dimitri Lascaris

V
Table of Content / Table des matières

	PAGE
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Neil Chantler	18
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Gib van Ert	19
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Ms. Malliha Wilson	20
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Nando de Luca	20
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Nick Papageorge	20
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. David Matas	22
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Sujit Choudhry	23
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Thomas Jarmyn	23
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Sébastien Lafrance	23
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Daniel Stanton	24
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Guillaume Sirois	24
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Jon Doody	25
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Yuen Pau Woo	26
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Gregory Tzemenakis	26
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Prabjot Singh	28
Opening Statement by/Déclaration d'ouverture par Mr. Jeffrey Wang	29
Presentation on federal entities by/Présentation sur des entités fédérales par Ms. Siobhan Morris and/et Mr Nicolas Saint-Amour	31
Presentation on Social Media by/Présentation sur les médias sociaux par Ms. Hannah Lazare	44
Presentation on intelligence concepts by/Présentation sur des concepts de reseignements par Ms. Emily McBain-Ashfield	49
Presentation on bill C-70 by/Présentation sur le projet de loi C-70 par Mr. Nicolas Saint-Amour	55

Ottawa, Ontario

--- L'audience débute le lundi 16 septembre 2024 à 9 h 34

The hearing begins Monday, September 16, 2024 at 9:34
a.m.

LE GREFFIER: Order, please. À l'ordre, s'il vous
plait.

This sitting of the Foreign Interference
Commission is now in session. Commissioner Hogue is
presiding.

Cette séance de la Commission sur l'ingérence
étrangère est en cours. La commissaire Hogue préside.

The time is 9:34 a.m. Il est 9 h 34.

COMMISSAIRE HOGUE: Alors, bonjour à tous.

Bon retour à toutes les personnes qui ont
l'habitude d'assister aux travaux de la Commission et à
celles qui le font pour la première fois.

Alors, on entreprend ce matin une nouvelle série
d'audiences publiques. Plus tôt cette année, la Commission a
tenu des audiences préliminaires pour comprendre les risques
associés à la divulgation d'informations classifiées. Elles
ont été suivies d'une première série d'audiences publiques
visant à déterminer si les élections fédérales de 2019 et de
2021 avaient été l'objet d'actes d'ingérence étrangère et à
examiner la façon dont les informations à cet égard ont
circulé au sein du gouvernement.

Ces audiences ont donné lieu à un rapport initial
en mai dernier, comportant un certain nombre de conclusions
préliminaires. D'une part, des actes d'ingérence étrangère

1 ont eu lieu lors des deux dernières élections fédérales, mais
2 ils n'ont pas porté atteinte à l'intégrité de notre système
3 électoral. Ce système s'est montré robuste : les électeurs
4 canadiens ont pu voter, et leurs votes ont été enregistrés et
5 comptés. D'autre part, l'ingérence étrangère n'a pas eu
6 d'impact sur l'identité du parti qui a formé le gouvernement
7 lors de ces deux élections. Toutefois, dans une poignée de
8 circonscriptions, le processus qui a précédé le vote a été
9 entaché par certains incidents attribuables à des États
10 étrangers, notamment des campagnes de désinformation.

11 Le rapport se trouve sur le site Web de la
12 Commission et j'invite tous les Canadiens à le lire, en
13 soulignant qu'une section appelée « Faits saillants » permet
14 d'en comprendre l'essence rapidement et aisément. Je vous
15 invite aussi à consulter le Sixième avis au public, publié
16 sur le site vendredi dernier, pour obtenir davantage
17 d'informations quant aux travaux que la Commission a réalisés
18 depuis la remise d'information quant aux travaux que la
19 Commission a réalisé depuis la remise de son rapport initial.

20 Si la Commission s'est penchée jusqu'à
21 présent sur le passé, les audiences qui débutent
22 s'intéresseront plutôt au présent et à l'avenir. Nous
23 examinerons essentiellement la capacité actuelle des
24 ministères, des organismes, des structures institutionnelles
25 et des processus de gouvernance à combattre l'ingérence
26 étrangère ainsi que l'évolution de leur capacité à y faire
27 face au fil du temps.

28 Certaines questions abordées lors de la

1 première série d'audiences seront toutefois approfondies lors
2 de cette prochaine série. Un certain chevauchement des
3 travaux est donc à prévoir.

4 While the Commission has thus far focussed on
5 the past, the hearings we are about to embark on will be more
6 about the present and the future. Essentially, we will be
7 examining the current capacity of government departments,
8 agencies, institutional structures and governance processes
9 to combat foreign interference, and how their ability to do
10 so has evolved over time. However, some of the issues raised
11 in the first round of hearings will be explored in greater
12 depth in this next round, so some overlap is to be expected.

13 La Commission entendra un grand nombre de
14 témoins dont plusieurs ont aussi témoigné lors d'audiences à
15 huis clos tenues cet été compte tenu de la nature de
16 certaines informations qu'ils entendaient communiquer.
17 Certains témoigneront en groupe comme cela s'est fait lors
18 des audiences précédentes puisqu'il s'agit là d'une façon
19 efficace de procéder qui permet généralement d'obtenir plus
20 d'information.

21 La Commission entendra aussi des panels
22 composés de membres de communautés issues de diverses
23 diasporas qui parleront de leurs expériences liées à
24 l'ingérence étrangère et de l'impact de celles-ci sur leur
25 capacité à participer à la vie démocratique canadienne. Ils
26 proposeront également les moyens qu'ils estiment susceptibles
27 de mieux protéger leur communauté.

28 La Commission entendra aussi un panel

1 constitué de personnes qui sont plutôt réfractaires à
2 certaines mesures de lutte à l'ingérence étrangère, craignant
3 qu'elles produisent des effets néfastes. Les entendre devrait
4 permettre à la Commission de mieux saisir la nature et les
5 raisons de leurs craintes.

6 The Commission will also hear from panels
7 made up of members of various diaspora communities, who will
8 talk about their experiences with foreign interference and
9 how it impacts their ability to participate in Canadian
10 democratic life. They will also suggest ways in which they
11 feel their communities could be better protected.

12 The Commission will also hear from a panel of
13 people who are somewhat reluctant towards certain measures
14 aimed at combating foreign interference, fearing that they
15 may have harmful effects. Hearing from these people should
16 help the Commission better understand the nature and reason
17 for their fears.

18 It is extremely important for the Commission
19 to hear a plurality of viewpoints. Commission hearings must
20 not be an echo chamber. To make a proper diagnosis, and put
21 forward helpful and practical recommendations, the Commission
22 must not only allow, but encourage, a wide range of opinions
23 and ideas to be expressed.

24 With this in mind, the Commission has taken
25 several steps to enable as many citizens as possible to put
26 forward their views. A call to the public, issued in
27 May 2024, enabled over 140 individuals or groups to send in
28 their submissions and ideas about foreign interference. I

1 also met with several diaspora groups particularly vulnerable
2 to transnational repression. Accompanied by Commission
3 counsel, I took part in 22 meetings at which 105 people from
4 more than a dozen diasporas graciously agreed to share their
5 experiences with me.

6 C'est dans cet esprit que la Commission a
7 pris plusieurs mesures pour permettre au plus grand nombre
8 possible de citoyens de faire valoir leur point de vue. Un
9 appel au public lancé en mai 2024 a permis à plus de 140
10 personnes ou groupes de lui transmettre leurs observations et
11 leurs idées en lien avec l'ingérence étrangère. Je suis aussi
12 allée à la rencontre de plusieurs groupes issus de diasporas
13 particulièrement susceptibles d'être l'objet de répressions
14 transnationales. J'ai ainsi participé en compagnie de
15 certains avocats de la Commission à 22 rencontres lors
16 desquelles 105 personnes issues de plus d'une douzaine de
17 diasporas ont généreusement accepté de partager avec moi
18 leurs expériences.

19 The Commission remains committed to
20 maximizing the transparency of its work, and will soon be
21 publishing, very soon, actually, be publishing a summary of
22 the written submissions we have received and the remarks made
23 at meetings.

24 La Commission est toujours déterminée à
25 maximiser la transparence de ses travaux : elle produira
26 bientôt... elle rendra bientôt public, pardon, un sommaire des
27 observations écrites reçues et des propos tenus lors des
28 rencontres.

1 An easy-to-complete questionnaire will also
2 soon be available online. It will allow anyone who so wishes
3 to share their experiences and ideas about foreign
4 interference.

5 Un questionnaire simple à compléter sera
6 également mis en ligne sous peu. Il permettra à toutes les
7 personnes qui le souhaitent de partager à leur tour leurs
8 expériences et leurs idées relativement à l'ingérence
9 étrangère.

10 Plusieurs d'entre vous savez qu'au mois de
11 juillet dernier, la Chambre des communes a adopté une motion
12 demandant à la Commission d'examiner certaines allégations
13 contenues dans un rapport spécial du Comité des
14 parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
15 du Canada, voulant que des parlementaires aient, sciemment ou
16 non, participé à des activités d'ingérence étrangère. La
17 Commission a accepté cette demande.

18 Pour entreprendre cet examen, la Commission
19 s'est assurée qu'elle avait reçu tous les renseignements et
20 documents qui avaient été fournis au Comité des
21 parlementaires. La Commission a identifié et analysé les
22 rapports de renseignements auxquels la version classifiée et
23 la version publique du rapport des parlementaires font
24 référence. Elle a ensuite demandé, et obtenu, les
25 informations et les renseignements sous-jacents sur lesquels
26 ces rapports sont fondés ainsi que des informations et des
27 renseignements additionnels qui sont pertinents aux
28 évènements allégués dans le rapport des parlementaires.

1 Forte de toutes ces informations, la
2 Commission a interrogé à huis clos des hauts fonctionnaires
3 du gouvernement et des agences de renseignement au sujet de
4 ces renseignements et des enquêtes qui ont permis de les
5 générer. Ces témoins seront appelés à nouveau lors des
6 audiences publiques qui débutent aujourd'hui.

7 Certaines informations ne pourront toutefois
8 être dévoilées publiquement puisque le faire mettrait en
9 péril la sécurité nationale. Cela étant, j'ai bon espoir que
10 celles qui le seront suffiront pour permettre au public de
11 comprendre les constats auxquels je parviendrai, les
12 conclusions que j'en tirerai et les recommandations que je
13 formulerai.

14 Je veux aussi indiquer dès maintenant que je
15 n'identifierai pas publiquement les parlementaires que le
16 rapport des parlementaires soupçonne d'avoir participé à des
17 activités d'ingérence étrangère ou d'avoir agi, sciemment ou
18 non, à titre d'états étrangers.

19 Le Canada est un état de droit, qui reconnaît
20 et protège les droits fondamentaux de chaque personne,
21 notamment le droit de se défendre contre des accusations qui
22 pèsent contre elle. L'équité procédurale reconnaît aussi un
23 principe similaire, tout comme la *Loi sur les enquêtes*, qui
24 interdit expressément à la Commission de rédiger un « rapport
25 défavorable » à une personne (c'est-à-dire une conclusion qui
26 jetterait le discrédit sur cette personne ou serait
27 défavorable à sa réputation), à moins que cette personne
28 n'ait été informée et n'ait eu la possibilité de se faire

1 entendre pleinement au sujet de l'allégation dont elle fait
2 l'objet.

3 So I will also like to state from the outset
4 that I will not be publicly identifying Parliamentarians whom
5 NSICOP suspects of having participated in foreign
6 interference activities or of having acted wittingly or
7 unwittingly as agents of foreign state.

8 Canada is a state governed by the rule of
9 law, which recognize and protects the fundamental rights of
10 every individual, including the right to fully defend oneself
11 against charges and accusation. Procedural fairness
12 entrenches a similar principle, as does the *Inquiries Act*,
13 which expressly prohibits the Commission from making an
14 adverse finding against the person. In other word, a
15 conclusion that will bring discredit on that person or
16 tarnish his or her reputation, unless that person has been
17 given notice and allowed full opportunity to be heard with
18 respect to the charge of misconduct against him or her.

19 In the present case, the allegations are
20 based on classified information, which means that the
21 Commission can neither make them public, nor even disclose
22 them to the persons who might be the subject of these
23 allegation. The Commission will, therefore, be incapable of
24 affording these people a meaningful opportunity to defend
25 themselves.

26 That said, the Commission intends to address
27 these allegations in the classified version of its final
28 report and make recommendation.

1 As required by its terms of reference, the
2 Commission will carry out its duties in such a way as not to
3 jeopardize any other investigation or proceeding, whether
4 ongoing or forthcoming.

5 À ce stade il me semble opportun de rappeler,
6 et de souligner, que les obligations que la *Loi sur les*
7 *enquêtes*, les règles de l'équité procédurale, la protection
8 de la sécurité nationale et la protection des enquêtes en
9 cours imposent à la Commission s'appliquent non seulement à
10 la partie de son mandat qui concerne le rapport des
11 parlementaires, mais à l'ensemble de son travail. La
12 Commission n'a pas pour fonction d'identifier des individus
13 qui seraient présumément des « fautifs » ; elle n'est ni
14 mandatée pour le faire ni en mesure de le faire. Au
15 contraire, la tâche principale de la Commission à cette étape
16 est d'examiner et d'évaluer la capacité du Canada à détecter,
17 dissuader et contrer l'ingérence étrangère dans l'ensemble de
18 ses processus démocratiques. Je m'attends à ce que toutes les
19 parties et tous les participants respectent ce principe et
20 continuent à travailler comme ils l'ont fait en collaboration
21 avec la Commission pour mener à bien cette importante
22 mission.

23 J'ajoute que je suis toujours aussi
24 déterminée à maximiser la présence de nos travaux... la
25 transparence – pardon – de nos travaux, et donc à rendre
26 publiques le plus d'informations possible. J'ai demandé aux
27 avocats de la Commission de déployer tous les efforts en ce
28 sens. Toute notre équipe a ainsi travaillé d'arrache-pied

1 pour réussir à trouver des moyens de communiquer au public
2 des informations qui, de prime abord, ne semblaient pas
3 pouvoir l'être.

4 I will also add that I remain as determined
5 as ever to maximize the transparency of our work, and
6 therefore to make public as much information as possible. I
7 have asked Commission counsel to spare no effort in achieving
8 this. Our entire team has worked relentlessly to find ways
9 of providing the public with information that, at first
10 sight, seemed impossible to disclose.

11 Thank you all for your attention.

12 Et en terminant, je vous dirais que je suis
13 consciente que le climat politique dans lequel nous allons
14 œuvrer au cours des prochaines semaines et mois est plus
15 volatile qu'il ne l'était. Mais je tiens à tous vous assurer
16 que nous allons poursuivre nos travaux avec l'indépendance,
17 l'objectivité et l'impartialité dont nous avons fait preuve
18 depuis le début.

19 Merci à tous et je cède la parole à
20 Me Chaudhury.

21 **MS. SHANTONA CHAUDHURY:** Merci, Madame la
22 commissaire.

23 Good morning, and hello again. My name is
24 Shantona Chaudhury, and I am lead counsel to the Foreign
25 Interference Commission.

26 Bonjour et bonjour à tous et à toutes. Je
27 m'appelle Shantona Chaudhury et je suis procureur en chef de
28 la Commission sur l'ingérence étrangère.

1 Je vais prendre les prochaines minutes pour
2 vous parler un peu des travaux e la Commission et pour vous
3 parler un peu des travaux de la Commission et pour vous
4 donner un aperçu de ce à quoi vous pouvez vous attendre
5 pendant les audiences des semaines à venir.

6 Let me begin by addressing the scope of these
7 hearings.

8 This is the third and final set of public
9 hearings of the Foreign Interference Commission. These
10 hearings will focus on Stage A(1)(C) of the Commission's
11 terms of reference, which, broadly speaking, direct the
12 Commission to examine and assess the Government of Canada's
13 capacity to detect, deter, and counter foreign interference
14 in its democratic processes.

15 You may hear Commission counsel refer to this
16 as Stage 2 of the Commission's work, in contrast to Stage 1,
17 which as the Commissioner noted, pertains specifically to the
18 2019 and 2021 elections.

19 While these are primarily fact-finding
20 hearings, the past, present, and future nature of this part
21 of the Commission's mandate means that it involves
22 necessarily both questions of fact and questions of policy.
23 Thus you may find that some of the witnesses who testify in
24 the coming weeks will speak not only to past events but to
25 future possibilities as well.

26 With that in mind, let me turn to the hearing
27 schedule and the witnesses.

28 Bon, commençons par aujourd'hui. La journée

1 d'aujourd'hui servira d'entrée en matière. Après mes
2 remarques, les avocats de chaque participant auront
3 l'occasion de se présenter et de dire quelques mots sur leurs
4 clients. Par la suite, les avocats de la Commission feront
5 une série de présentations d'introduction qu'ils ont
6 préparées afin d'aider les participants, les médias et les
7 membres du public à comprendre certains aspects de la preuve
8 qui sera administrée au cours des prochaines semaines. Ces
9 présentations porteront sur quatre sujets.

10 La première décrira plusieurs entités et
11 institutions qui participent à la lutte à l'ingérence
12 étrangère. Je fais un aparté ici pour mentionner que si cela
13 semble familier à celles et à ceux qui ont participé aux
14 travaux de la phase 1 de la Commission ou bien qu'ils ont
15 suivi, c'est parce qu'une partie importante de cette
16 présentation reprend en effet l'information qui a déjà été
17 transmise. Nous avons considéré que cette présentation sera
18 néanmoins un rappel utile pour tout le monde.

19 La deuxième présentation traitera de concepts
20 et de termes clés liés aux médias sociaux, un sujet dont on
21 va parler beaucoup au cours des prochaines semaine.

22 La troisième introduira certains concepts
23 clés en matière de renseignement, encore une fois quelque
24 chose dont on va parler beaucoup.

25 Et la quatrième donnera un aperçu global du
26 projet de loi C-70, maintenant adopté par la *Loi sur la lutte*
27 *contre l'ingérence étrangère*.

28 Je note que bien qu'une partie importante du

1 contenu de ces présentations provient des rapports sommaires
2 qui seront déposés en preuve plus tard, les présentations
3 elles-mêmes ne constituent pas de la preuve. Elles n'ont
4 qu'une partie éducative et informative.

5 Moving along to witnesses, witness evidence
6 begins tomorrow. The examinations will be conducted by
7 Commission counsel, followed by cross-examination by parties
8 and participants with cross-examination rights.

9 The schedule for the week is as follows:
10 Tomorrow you will hear from the co-chairs of the
11 Interparliamentary Alliance on China, the Honourable John
12 McKay and the Honourable Garnett Genius, as well as from the
13 Office of the Commissioner of Canada Elections.

14 On Wednesday, you will hear from current and
15 former members of Parliament who are participants in the
16 Commission's proceedings, the Honourable Erin O'Toole, the
17 Honourable Michael Chong, and the Honourable Jenny Kwan.

18 This will be followed on Thursday and Friday
19 by evidence from the national directors of the five main
20 political parties -- federal political parties.

21 Over the following weeks, the Commission will
22 hear evidence from representatives of the House of Commons,
23 the Senate, Elections Canada, the CRTC, and the Media
24 Ecosystem Observatory.

25 The Commission will then be calling current
26 and sometimes former officials from the Canadian Security
27 Intelligence Service, CSIS; the Communications Security
28 Establishment, CSE; the RCMP; Global Affairs Canada; the SITE

1 Task Force; the Department of Justice; the Department of
2 Canadian Heritage; Public Safety Canada; the Privy Council,
3 and the Prime Minister's office, as well as a number of
4 Cabinet Ministers and the Prime Minister. All told, the
5 Commission expects to call around 70 witnesses over the next
6 four and a half weeks. We anticipate that a witness schedule
7 will be released shortly.

8 As the Commissioner noted, in addition to
9 witness testimony, the Commission will also be hearing from
10 several consultation panels in the factual phase of the
11 hearings. These will include members of cultural and
12 diaspora communities who may be affected in various ways by
13 foreign interference.

14 I note these panels will not be providing
15 sworn evidence and will not be subject to cross-examination.
16 Rather, they will provide useful perspectives and views that
17 will inform the Commission's work presented in the format of
18 a panel moderated by Commission counsel.

19 Je vais maintenant prendre quelques minutes
20 pour vous expliquer les types de preuve que vous allez voir.
21 En plus des interrogatoires des témoins, la preuve qui sera
22 administrée dans le cadre des audiences comprend plusieurs
23 catégories de documents.

24 Premièrement, il y a les documents eux-mêmes,
25 les participants ont produit plusieurs milliers de documents
26 à la Commission dans le cadre de son enquête. La grande
27 majorité, comme on sait, des documents produits par le
28 gouvernement du Canada sont très classifiés. Après des

1 discussions et des négociations avec les avocats de la
2 Commission, le gouvernement a produit des versions de
3 centaines de ces documents qui ne portent pas préjudice à la
4 sécurité nationale.

5 Deuxièmement, on a les rapports
6 institutionnels. Certains départements du gouvernement et
7 d'autres entités ont préparé des rapports institutionnels qui
8 décrivent leurs mandats et leurs organisations internes.

9 Ensuite, on a les résumés d'entretiens. Les
10 avocats de la Commission ont mené des entrevues avec certains
11 témoins. La Commission a produit des résumés de ces entrevues
12 qui seront aussi déposés en preuve.

13 Ensuite, on a les résumés d'audiences à huis
14 clos. La Commission a également tenu plusieurs semaines
15 d'audiences à huis clos lors desquelles les avocats de la
16 Commission ont interrogé des témoins. La Commission a préparé
17 des résumés de ces témoignages et a produit des versions qui
18 peuvent être ou pas produites, plutôt des versions qui
19 peuvent être communiquées au public, sans porter atteinte à
20 la sécurité nationale et aux intérêts cruciaux du Canada.

21 Cinquièmement, on a les rapports sommaires.
22 La Commission et le Conseil de recherche ont également
23 produit des rapports sommaires. Ces rapports sont des exposés
24 non exhaustifs sur des sujets précis qui touchent au mandat
25 de la Commission. Comme je l'ai mentionné, certains de ces
26 rapports feront l'objet de présentations plus tard
27 aujourd'hui.

28 Et finalement, on a les résumés thématiques.

1 La Commission a également demandé au gouvernement de produire
2 des résumés thématiques sur certains sujets, comme on l'a
3 fait dans la première phase des audiences de la Commission.
4 Ces résumés thématiques présentent en partie, et non en
5 totalité, l'information qui provient en majorité de documents
6 classifiés et qui peut être communiquée au public sur ces
7 sujets.

8 I'll now take a moment to address as I did in
9 the Commission Stage 1 hearings, the manner in which the
10 Commission will address national security confidentiality
11 concerns in these hearings. The Commission will apply the
12 same protocol as it did in the Stage 1 hearings when a
13 question posed by counsel would elicit information protected
14 by national security confidentiality.

15 The witness or their counsel, will make a
16 statement to the effect that they can't answer a question on
17 the public record for reasons of national security
18 confidentiality. This will be deemed to be an objection to
19 the question on the basis that the answer would disclose
20 information that could be injurious to the critical interests
21 of Canada or its allies, the national defence, or national
22 security. The participant will move on to the next question.

23 The Commissioner will then review the matter
24 to determine whether further investigation is necessary in
25 order to obtain information that would be responsive to the
26 question objected to. If the Commission obtains information
27 as a result of further investigation it will be summarized or
28 otherwise disclosed to the maximum extent possible without

1 injury to the interests identified in the Commission's terms
2 of reference. This protocol will enable our hearings to run
3 smoothly.

4 En terminant, je note qu'il s'agit d'une
5 période de travail particulièrement intensive tant pour la
6 Commission que pour les parties, les participants, les
7 témoins, et, en fait, aussi les médias. De plus, comme nous
8 l'avons appris, les complexités et les difficultés
9 logistiques qui surviennent lorsqu'on traite d'informations
10 hautement classifiées en matière de sécurité nationale font
11 en sorte qu'il est presque inévitable qu'il y ait des délais
12 et des embûches.

13 Je vous remercie tous et toutes d'avance pour
14 votre patience et votre compréhension jusqu'à maintenant et
15 je vous invite à continuer dans cet esprit.

16 Merci beaucoup.

17 **COMMISSAIRE HOGUE:** Merci, Maitre Chaudhury.

18 Alors, je pense qu'on arrive à la partie où
19 on va inviter les avocats de chacun des participants ou les
20 participants eux-mêmes, s'ils ne sont pas représentés, à
21 s'identifier et à nous indiquer en quelques mots, en fait,
22 qui ils représentent et quelle est la mission de l'organisme
23 ou de la personne qui est représentée.

24 Alors, je pense que c'est Me Dann qui va
25 faire le... l'appel.

26 **MS. ERIN DANN:** Thank you, Commissioner.

27 Perhaps we can begin with -- we'll begin with the Bloc
28 Québécois. They may not have a representative here today.

1 Move on then to counsel for Michael Chan. I
2 don't see in the room, and I just will confirm they are not
3 on Zoom.

4 Counsel for the Chinese Canadian Concern
5 Group?

6 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR MR. NEIL**

7 **CHANTLER:**

8 **MR. NEIL CHANTLER:** Madam Commissioner, good
9 morning. My name is Neil Chantler. I'm here with Dave
10 Wheaton, and we represent the Chinese Canadian Concern Group.

11 The Concern Group is a grassroots
12 organization with volunteer members across the country. Its
13 membership comprises community leaders, journalists,
14 academics, religious leaders, professionals, and human rights
15 activists. Many of whom have been involved in human rights
16 advocacy since the Tiananmen Square protests and massacre in
17 1989.

18 The Concern Group formed in 2020 amid the
19 challenges of the pandemic to raise awareness about the
20 rising tide of anti-Asian sentiment in Canada. Its focus has
21 broadened to include all human rights issues facing Chinese
22 Canadians and there is perhaps no greater issue for the
23 diaspora than foreign interference by the Communist Party of
24 China.

25 Concern Group's members are firmly opposed to
26 China's efforts to suppress freedom of speech in Canada,
27 manipulate our media, co-opt Chinese Canadian community
28 groups, spread disinformation, harass, intimidate, and

1 threaten members of the diaspora, and otherwise interfere
2 with our democracy.

3 The Concern Group's objectives are to monitor
4 and report on foreign interference in Canada, counter the
5 PRC's false narratives and disinformation, and call on the
6 Canadian government to do more in response to this growing
7 threat. The Concern Group is grateful to the Commissioner
8 for the opportunity to participate in this inquiry and we
9 look forward to contributing to this next stage of the
10 hearings.

11 **COMMISSIONER HOGUE:** Merci.

12 **MS. ERIN DANN:** Thank you. Next, counsel for
13 Michael Chong.

14 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR MR. GIB**
15 **van ERT:**

16 **MR. GIB van ERT:** Good morning, Commissioner.
17 It's Gib van Ert, together sometimes, not today, but very
18 often with Fraser Harland. We are counsel for the Honourable
19 Michael Chong, MP who is the member for Wellington, Halton
20 Hills, and the Shadow Minister for Foreign Affairs in the
21 Official Opposition.

22 Mr. Chong is interested in all aspects of the
23 Commission's work. Naturally, however, he is particularly
24 concerned about PRC targeting of him and his family, and the
25 delays that we've experienced -- that he has experienced in
26 learning more from the Government of Canada about that
27 targeting. Thank you.

28 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

1 **MS. ERIN DUNN:** Next we'll have the
2 representative for the Churchill Society for the Advancement
3 of Parliamentary Democracy.

4 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR MS.**

5 **MALLIHA WILSON:**

6 **MS. MALLIHA WILSON:** Good morning,
7 Commissioner. My name is Malliha Wilson, and I'm counsel for
8 the Churchill Society for the Advancement of Parliamentary
9 Democracy. The Society is non-partisan, charitable
10 organization that honours the life of Sir Winston Churchill
11 by facilitating education, discussion, and debate about
12 Canada's parliamentary democracy, and it is obvious that this
13 hearing will be very instrumental in that. Thank you.

14 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

15 **MS. ERIN DANN:** Next, counsel for the
16 Conservative Party of Canada.

17 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

18 **MR. NANDO DE LUCA:**

19 **MR. NANDO DE LUCA:** Good morning,
20 Madam Commissioner.

21 **COMMISSIONER HOGUE:** Good morning.

22 **MR. NANDO DE LUCA:** Nando De Luca for the
23 Conservative Party of Canada.

24 **MS. ERIN DANN:** Next, the representative for
25 Democracy Watch.

26 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR MR. NICK**

27 **PAPAGEORGE:**

28 **MR. NICK PAPAGEORGE:** Good morning,

1 Madam Commissioner.

2 **COMMISSIONER HOGUE:** Good morning.

3 **MR. NICK PAPAGEORGE:** My name is Nick
4 Papageorge. I, along with my co-counsel, Wade Poziomka, who
5 will be attending on alternate weeks, are counsel for the
6 intervenor Democracy Watch.

7 Democracy Watch is a national non-profit,
8 non-partisan citizen group advocating democratic reform,
9 government accountability, and corporate responsibility.
10 Since 1993, Democracy Watch has worked to research, document,
11 and publicise loopholes and shortcomings in Canadian laws and
12 the ineffective enforcement of those laws that together allow
13 for secretive, unrepresentative, and undemocratic decisions
14 and actions by politicians, government officials, and
15 lobbyists across the country. Democracy Watch has advocated
16 and continues to advocate for closing those loopholes,
17 correcting those shortcomings, and strengthening enforcement
18 to make it effective, transparent and accountable. Through
19 these activities, Democracy Watch aims to ensure that
20 everyone in politics is effectively required to make
21 representative decisions and to act ethically, openly, and
22 honestly, including through effectively prohibiting
23 misinformation and disinformation.

24 We look forward to working with the
25 Commission and our fellow participants as the Commission
26 continues this very important task. Thank you,
27 Madam Commissioner.

28 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

1 **MS. ERIN DANN:** Next, the representative for
2 the Human Rights Coalition.

3 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

4 **MR. DAVID MATAS:**

5 **MR. DAVID MATAS:** My name's David Matas, and
6 the coalition is represented by myself and Sarah Teich.
7 Sarah Teich is a member of the Ontario/New York bar. She's a
8 -- the co-founder of the NGO, Human Rights Action Group, and
9 its Chief Executive Officer. The Human Rights Action Group
10 attempts to bring international law and local law to bear
11 addressing massive human rights violations and mass
12 atrocities.

13 The Human Rights Action Group has assembled
14 the Human Rights Coalition, which has been given standing at
15 these hearings. The coalition assembles various diaspora
16 groups concerned with foreign interference.

17 Sarah was named by Canadian Lawyer Magazine
18 as one of the top 25 most influential lawyers of 2024.

19 I'm a member of the Manitoba bar, and with
20 Sarah Teich, the co-founder of the NGO Human Rights Action
21 Group. I'm Chair of the board of directors of the
22 organisation. The focus of my practice has been refugee
23 protection law and international human rights law.

24 In 2008, I was honoured with companion
25 membership in the Order of Canada. Thank you.

26 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

27 **MS. ERIN DANN:** Thank you. Next, the
28 representative for Jenny Kwan.

1 --- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR

2 MR. SUJIT CHOUDHRY:

3 MR. SUJIT CHOUDHRY: Madam Commissioner, good
4 morning. My name is Sujit Choudhry, and I am here with my
5 co-counsel, Mani Kakkar, and we are counsel to Jenny Kwan,
6 Member of Parliament for Vancouver East. Thank you.

7 COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

8 MS. ERIN DANN: Next, the representative for
9 Erin O'Toole.

10 --- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR

11 MR. THOMAS JARMYN:

12 MR. THOMAS JARMYN: Good morning,
13 Madam Commissioner. My name's Tom Jarmyn, and with my
14 colleague, Preston Lim, we represent the Honourable Erin
15 O'Toole, the former Member of Parliament for Durham Region.
16 Thank you.

17 COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

18 MS. ERIN DANN: Next, the Office of the
19 Commissioner of Canada Elections.

20 --- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR

21 MR. SÉBASTIEN LAFRANCE:

22 MR. SÉBASTIEN LAFRANCE: Good morning,
23 Madam Commissioner. My name is Sébastien Lafrance, lead
24 counsel for the Office of the Commissioner of Canada
25 Elections, which is responsible for the compliance and
26 enforcement of the *Canada Elections Act*. I'm accompanied by
27 Sujit Nirman, counsel.

28 Bonjour Madame la commissaire. Je m'appelle

1 Sébastien Lafrance, avocat principal du bureau de la
2 Commissaire aux élections fédérales, qui est responsable de
3 l'observation et du contrôle de la *Loi électorale du Canada*.
4 Merci. Thank you.

5 **COMMISSIONER HOGUE:** Merci.

6 **MS. ERIN DANN:** Next, the representative for
7 the Pillar Society.

8 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

9 **MR. DANIEL STANTON:**

10 **MR. DANIEL STANTON:** Good morning,
11 Madam Commissioner. Dan Stanton. I'm representing the
12 Pillar Society of which I'm a member.

13 The Pillar Society is comprised of former
14 members of the Canadian Security Intelligence Service, as
15 well as former members of the former Security Service of the
16 RCMP. And we remain enthusiastically supportive of the
17 Commission's mandate as well as our intervenor colleagues.
18 Thank you.

19 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

20 **MS. ERIN DANN:** Next, the representative for
21 the Russian Canadian Democratic Alliance.

22 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

23 **MR. GUILLAUME SIROIS:**

24 **MR. GUILLAUME SIROIS:** Good morning. I'm
25 Guillaume Sirois, representative for the Russian Canadian
26 Democratic Alliance, the RCDA, along with my co-counsel, Mark
27 Power, who is not here with us today.

28 The RCDA's core mission is to support the

1 development of those members of the Russian Canadian diaspora
2 supportive of the ideals of democracy, human rights, and
3 civil liberties, and the rule of law. The RCDA was created
4 by volunteers following Russia's war of aggression in Ukraine
5 and has charters throughout the country.

6 The RCDA is particularly interested in all
7 aspects of Russian interference in Canada's democratic
8 processes, particularly Russian propaganda and Russian
9 repression of Russian nationals -- Russian-Canadian
10 nationals. The RCDA is also interested in the Canadian
11 Government's response to these threats to our democracy.

12 (LOUD SOUND)

13 **COMMISSIONER HOGUE:** Everything is fine at
14 the back? Okay. Thank you.

15 **MS. ERIN DANN:** Thank you. Next, the
16 Ukrainian Canadian Congress representative.

17 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

18 **MR. JON DOODY:**

19 **MR. JON DOODY:** Good morning, Commissioner.
20 My name is Jon Doody. I represent the Ukrainian Canadian
21 Congress.

22 The UCC is an umbrella organisation that
23 represents national, provincial, and local Ukrainian Canadian
24 organisations within this country, together represents the
25 interests of one of Canada's largest ethnic communities, with
26 1.4 million Canadian Ukrainian members. Thank you.

27 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

28 **MS. ERIN DANN:** Next, Senator Woo.

1 --- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR MR. YUEN

2 PAU WOO:

3 MR. YUEN PAU WOO: Bonjour, madame la
4 commissaire.

5 COMMISSIONER HOGUE: Bonjour.

6 MR. YUEN PAU WOO: I am Yuen Pau Woo, Senator
7 for British Columbia. I am interested in helping the
8 Commission come up with responses to foreign interference in
9 our democracy that are commensurate with the threat that we
10 face that do not abuse fundamental rights and freedoms, that
11 do not stigmatise diaspora communities, and which are right
12 sized for our country. Thank you.

13 COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

14 MS. ERIN DANN: Next, representative for the
15 Government of Canada.

16 --- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR

17 MR. GREGORY TZEMENAKIS:

18 MR. TZEMENAKIS: Bonjour, Madame la
19 commissaire. Je me présente, je m'appelle Gregory Steven
20 Tzemenakis et je suis l'avocat principal pour le Gouvernement
21 du Canada avec maître Barney Brucker. Nous avons Addison Ley
22 et Breanne LeBlanc avec nous aujourd'hui. Au cours des
23 prochaines semaines, on va être assisté par une équipe
24 d'avocats un peu différente. Ce sera pas toujours nous.

25 As counsel for the Government of Canada, I
26 would like to take just a moment to speak about my client,
27 the Government, and its role in this Inquiry.

28 The Government's role in the Inquiry cannot

1 be viewed only in terms of its intelligence capabilities, as
2 important as these are in countering foreign interference.
3 Deep, sophisticated expertise in international relations and
4 diplomacy are equally important. The Government engages with
5 other countries productively, and has the diplomatic acumen
6 to call out bad behaviour when appropriate.

7 The Government has many federal partners
8 within and outside the community work, excuse me, within and
9 outside the government who work together to protect the
10 rights of Canadians and to ensure that diaspora communities
11 have a voice that is heard in the common cause of defending
12 against foreign interference and in various forms of
13 transnational repression. For example, one of the federal
14 partners, the Department of Canadian Heritage, works to
15 better equip civil society to understand the spread and
16 impact of disinformation in Canada. The objective is
17 ultimately to improve Canadians' resilience against
18 disinformation, which the government use as a key threat that
19 could impact an election on a large scale.

20 While Canada has seen foreign interference
21 activities and efforts, it has not faced the large scale
22 coordinated foreign interference efforts that have been
23 observed in some other countries recently. We know that we
24 must remain vigilant against a very real and pernicious
25 threat. We believed these public hearings regarding the
26 further strengthening of Canada's capacity to detect, deter,
27 and counter foreign interference will support a robust
28 discussion of additional measures that should be considered.

1 In closing, the Government remains committed
2 to supporting the Commission and supporting the work of the
3 Commission and looks forward to its report to be published
4 later this year.

5 Thank you. Merci.

6 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

7 **MS. ERIN DANN:** Next, Commissioner, we may
8 have some parties who are joining us by Zoom, ---

9 **COMMISSIONER HOGUE:** Yes.

10 **MS. ERIN DANN:** --- so I'd invite the Sikh
11 Coalition representative next, if you are on the Zoom.

12 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

13 **MR. PRABJOT SINGH:**

14 **MR. PRABJOT SINGH:** Good morning,
15 Commissioner. My name is Prabhjot Singh and I'm legal counsel
16 for a coalition of Sikh organizations jointly participating
17 in the Commission to advocate for the concerns of the Sikh
18 community in Canada. I'll be joined by co-counsel, Balpreet
19 Singh.

20 The Coalition is made up of three
21 organizations: The Ontario Gurdwaras Committee; The World
22 Sikh Organization of Canada; and the British Columbia
23 Gurdwaras Council. These organizations have been at the
24 forefront of Sikh political advocacy and raising the concerns
25 of Sikhs who have faced foreign interference since the 1980s.

26 With our participation and the Commission's
27 work, we seek to pay our respects to Shaheed Bhai Hardeep
28 Singh Nijjar, who was assassinated by the Government of India

1 in an act of transnational oppression in June last year. We
2 draw strength from his commitment and resilience and our
3 efforts to shine a light on the Indian State's efforts to
4 disenfranchise Sikhs in Canada and marginalize us from public
5 life through various forms of foreign interference, including
6 spreading disinformation, meddling in Canadian elections,
7 targeting Sikh activists, and other foreign interference
8 activities.

9 We look forward to contributing to the
10 Commission's work in this regard. Thank you.

11 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

12 **MS. ERIN DANN:** Finally, representative for
13 Han Dong.

14 **--- OPENING STATEMENT BY/DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR**

15 **MR. JEFFREY WANG:**

16 **MR. JEFFREY WANG:** Good morning,
17 Commissioner. Good morning, everyone. My name is Jeffrey
18 Wang and I represent Han Dong, the Member of Parliament for
19 Don Valley North. And in later dates, I might be joined by
20 my colleagues, Emily Young and Mark Polley. Thank you.

21 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

22 I see someone else. Okay.

23 **MS. ERIN DANN:** I'm not sure if there is
24 another party on Zoom. I just ask for counsel to identify
25 themselves and the participant they represent.

26 **MS. LUCY WATSON:** Thank you. My name is Lucy
27 Watson. I'm the National Director for the New Democratic
28 Party of Canada and I wanted to assure the Commission that

1 we're very interested in all aspects of the work of the
2 Commission and we very much thank you for it.

3 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

4 **MS. ERIN DANN:** I believe that's everyone,
5 Commissioner.

6 **COMMISSIONER HOGUE:** Yes. So thank you. It
7 was faster than we thought. So thank you to everyone. I
8 think we will go forward with the first presentation?

9 **MS. ERIN DANN:** We'll just have a short
10 break, Commissioner.

11 **COMMISSIONER HOGUE:** Short break.

12 **MS. ERIN DANN:** Can I suggest 20 minutes so
13 that we can get the -- ensure we have the materials set up
14 and ready to go?

15 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you.

16 **THE REGISTRAR:** Order, please. À l'ordre,
17 s'il vous plait.

18 The sitting of the Commission is now in
19 recess until 10:40 a.m. C'est séance de la Commission est
20 maintenant ajourné jusqu'à 10 h 40.

21 --- Upon recessing at 10:20 a.m./

22 --- La séance est suspendue à 10 h 20

23 --- Upon resuming at 10:42 a.m./

24 --- La séance est reprise à 10 h 42

25 **THE REGISTRAR:** Order, please. À l'ordre,
26 s'il vous plait.

27 This sitting of the Foreign Interference
28 Commission is now back in session. Cette séance de la

1 Commission sur l'ingérence étrangère est de retour en
2 session. The time is 10:43 a.m. Il est 10 h 43.

3 **COMMISSIONER HOGUE:** Alors, on reprend. Je
4 comprends que ce sont maitre Morris et maitre Saint-Amour qui
5 font représentations?

6 **--- PRESENTATION ON FEDERAL ENTITIES BY/PRÉSENTATION SUR DES**
7 **ENTITÉS FÉDÉRALES PAR MS. SIOBHAN MORRIS AND/ET MR NICOLAS**
8 **SAINT-AMOUR:**

9 **MS. SIOBHAN MORRIS:** Madam Commissioner,
10 parties, and members of the public, good morning.

11 My name is Siobhan Morris, and I am
12 Commission Counsel. My colleague, Nicolas Saint-Amour, will
13 be presenting alongside me today.

14 Over the next few weeks you will hear about
15 several federal entities, their institutions, structures, and
16 the powers and duties they hold in relation to foreign
17 interference.

18 Today, my colleague and I will be presenting
19 an overview of several of these entities.

20 This presentation will be general; it aims to
21 prime the participants and the public with a general
22 knowledge of some of these entities that will be helpful in
23 the days ahead.

24 For the purposes of this presentation, the
25 entities you will hear about fall into five broad categories:
26 government departments and agencies, standing committees of
27 senior public servants, government processes, independent
28 entities, and review bodies and agencies.

1 I will discuss the first three categories,
2 and my colleague will discuss the last two.

3 On to government departments and agencies.

4 The Prime Minister's office, or PMO, is a
5 department comprised of political staff who support the Prime
6 Minister in exercising his duties as head of government,
7 leader of a political party recognized in the House of
8 Commons, and
9 Member of Parliament.

10 Political staff at the PMO are often referred
11 to as "exempt staff." This means they are not members of the
12 Public Service and are not subject to the strict neutrality
13 and impartiality rules that apply to public servants.

14 PMO staff work with counterparts in the
15 Public Service and ministerial offices, advising the Prime
16 Minister on matters such as policy, communications, and
17 Parliamentary affairs.

18 The PMO maintains a close relationship with
19 staff in all Ministers' offices to ensure the flow of
20 information and coordination on policy and operational issues
21 within and across the government.

22 The Privy Council Office -- oh, there we go.
23 The Privy Council Office is a federal department that sits at
24 the centre of government. It is part of the Public
25 Service and is not a political office.

26 The Privy Council coordinates government
27 administration and provides non-partisan advice to the Prime
28 Minister, Cabinet, and Cabinet Committees. It also develops

1 government-wide measures to combat disinformation and protect
2 democratic institutions from foreign interference.

3 It houses two important entities that you may
4 hear about in the coming weeks: the National Security and
5 Intelligence Advisor to the Prime Minister, and the
6 Democratic Institutions Secretariat.

7 The National Security and Intelligence
8 Advisor to the Prime Minister provides policy and operational
9 advice to the Prime Minister and to Cabinet. Democratic
10 Institutions develops policies and programs to support
11 election integrity.

12 The Department of Public Safety and Emergency
13 Preparedness is responsible for matters of public safety,
14 national security, and emergency management.

15 Public Safety develops and provides advice to
16 the Minister of Public Safety, Democratic Institutions, and
17 Intergovernmental Affairs on national security matters. It
18 also functions as a centralized hub for coordinating work on
19 a number of national security issues, including countering
20 foreign interference.

21 Among other agencies, Public Safety oversees
22 the Canadian Security and Intelligence Service, and the Royal
23 Canadian Mounted Police.

24 CSIS, or the Service, is a civilian security
25 and intelligence service. It is an agency that operates
26 within the Public Safety portfolio. The Service's core
27 mandate is to investigate threats to the security of Canada
28 and advise the Government of Canada on such threats.

1 The *CSIS Act* identifies the specific
2 activities that the Service may investigate, as well as the
3 threshold that must be met for the Service to engage in
4 investigative activities. Among others, section 2 of the
5 *CSIS Act* defines a "Threat to the security of Canada" as:

6 "...espionage or sabotage that is
7 against Canada or is detrimental to
8 the interests of Canada or activities
9 directed toward or in support of such
10 espionage or sabotage," (As read)

11 And:

12 "...foreign influenced activities
13 within or relating to Canada that are
14 detrimental to the interests of
15 Canada and are clandestine or
16 deceptive or involve a threat to any
17 person." (As read)

18 The Service's authority to collect
19 information and intelligence on threats to the security of
20 Canada rests in section 12 of the *CSIS Act*. Section 12(2)
21 clarifies that CSIS may investigate within or outside of
22 Canada.

23 Further to its mandate to investigate threats
24 to the security of Canada, CSIS also has the authority under
25 section 12.1 of the Act to take measures to reduce these
26 threats in certain circumstances.

27 The Royal Canadian Mounted Police Force, or
28 the RCMP, is Canada's national police force. Aspects of its

1 mandate are shown on this slide including, in particular, law
2 enforcement.

3 Under its law enforcement duties, the RCMP
4 has the primary responsibility for preventing, detecting,
5 deterring, and responding to national security-related
6 criminal
7 threats in Canada. This includes investigating illegal
8 activities targeting Canada's democratic institutions and
9 safeguarding electoral processes.

10 As discussed in more detail later in this
11 presentation, the RCMP collaborates with various external
12 Partners, including the SITE Task Force and the Rapid
13 Response Mechanism. It also has bilateral relationships with
14 other agencies, including CSIS and the Commissioner of Canada
15 Elections.

16 The Department of National Defence oversees
17 the Communications Security Establishment, which is Canada's
18 national cryptologic agency.

19 CSE intercepts foreign signals intelligence,
20 like digital communications, and analyzes them to provide the
21 federal government with information about foreign threats to
22 Canada's security.

23 It may also engage in active or defensive
24 cyber operations when authorized by the appropriate Minister.

25 CSE also helps to keep Canadians informed
26 about cyber hygiene and cyber security. The Canadian Centre
27 for Cyber Security, called CCCS, or the Cyber Centre, is a
28 branch of CSE that helps defend Canadian federal systems, and

1 other systems deemed to be of national importance, from
2 malicious cyber attacks.

3 Finally, CSE helps federal law enforcement
4 and security agencies, like the RCMP and CSIS, as well as the
5 Canadian Armed Forces and the Department of National Defence
6 in the performance of lawful duties.

7 It is important to note that CSE can only
8 direct its activities against foreign entities. It cannot
9 direct its activities against Canadians, unless operating
10 under
11 another agency's authority via its assistance mandate.

12 Global Affairs Canada is the federal
13 department responsible for advancing Canada's international
14 relations. It supports three Ministers, including the
15 Minister of Foreign Affairs.

16 Global Affairs houses the Rapid Response
17 Mechanism Canada Secretariat, also known as RRM, which
18 coordinates with G7 RRM. The G7 RRM strengthens coordination
19 between G7 countries to identify and respond to diverse and
20 evolving foreign threats to democracy.

21 RRM Canada is a sub-entity of, and the
22 Secretariat to, the G7 RRM. It monitors the digital
23 information
24 environment using open-source data analytics for indicators
25 of foreign state-sponsored information manipulation, and
26 disinformation. It also operates both inside and outside the
27 writ periods.

28 The Department of Canadian Heritage fosters

1 and promotes Canadian identity and values, cultural
2 development, and heritage. It is referred to as "PCH" which
3 is a combination
4 of the words "*Patrimoine*," "Canada," and "Heritage".

5 PCH creates policies and programs aimed at
6 promoting access to dynamic Canadian cultural expressions,
7 celebrating Canadian history, and building strong
8 communities. It oversees the Digital Citizen Initiative,
9 which is a multi-component strategy that aims to combat
10 online disinformation.

11 It does so through the Digital Citizen
12 Contribution Program, which supports the initiative by
13 providing time-limited financial assistance for research and
14 citizen-focused activities.

15 The DCCP also supports the work of the
16 Canadian Digital Media Research Network, and organization
17 that studies the dynamics of information production,
18 dissemination, and consumption across digital media.

19 Next, I will briefly discuss government
20 committees that deal with foreign interference. Over the
21 next few weeks, you will hear about a number of
22 interdepartmental standing committees comprised of senior
23 public servants. This presentation will not name them all.
24 In general, however, these committees are involved in
25 coordinating responses to foreign interference and include
26 national security, operational, and policy committees that
27 exist at the Deputy Minister, Assistant Deputy Minister, and
28 Director General levels.

1 Finally, I will discuss a series of
2 government processes that deal with foreign interference.

3 The SITE Task Force is one of these
4 processes. The SITE Task Force is a part of Canada's 2019
5 plan to protect Canada's democracy. The plan created the
6 SITE Task Force, which has representatives from CSE, the
7 RCMP, Global Affairs, and CSIS. It's role is to help
8 safeguard Canadian federal elections from foreign
9 interference by providing a point of engagement through the
10 security and intelligence community; by reviewing and
11 focusing intelligence collection and assessment related to
12 foreign interference in Canada's democratic processes; by
13 providing situational awareness for government partners,
14 senior public servants, and other relevant partners; and
15 finally, by promoting information sharing between
16 intelligence partners to protect electoral processes.

17 Another measure flowing from the plan is the
18 Critical Election Incident Public Protocol, or the Panel of
19 Five. The panel is a mechanism for senior public servants to
20 communicate clearly, transparently, and impartially with
21 Canadians during federal elections. It operates during the
22 caretaker period, which is the period of time proceeding the
23 election when the government assumes a caretaker role.
24 During the caretaker period, national security agencies
25 provide regular briefings to the panel and the panel can
26 receive information and advice from other sources as well.

27 If CSIS, CSE, the RCMP, or Global Affairs
28 becomes aware of interference in a general election they can

1 inform the panel, which will consider all options to address
2 the incident. If the threshold for an announcement is met,
3 the panel will inform the Prime Minister and other major
4 party leaders, and Elections Canada, that it intends to make
5 a public announcement, and can then issue a statement. The
6 threshold for informing the public is met if an incident or
7 an accumulation of incidents, threaten Canada's ability to
8 have a free and fair election.

9 This is a qualitative assessment which
10 includes consideration of the degree to which the incident
11 undermines Canadian's ability to have a free and fair
12 election, the potential of the incidents to undermine the
13 credibility of the election, and the degree of confidence
14 officials have in the intelligence or information suggesting
15 an incident.

16 At this stage, I will invite my colleague to
17 discuss independent entities and review bodies that deal with
18 matters related to foreign interference. Thank you.

19 **Me NICOLAS SAINT-AMOUR:** Merci, Maitre Morris.

20 Madame la Commissaire, distingués
21 participants, membres du public, bonjour.

22 Je m'appelle Nicolas Saint-Amour, et je suis
23 avocat de la Commission. C'est moi qui vais prendre le relais
24 comme Me Morris vient de vous expliquer pour cette
25 présentation.

26 Alors, abordons maintenant les entités
27 indépendantes qui traitent de l'ingérence étrangère.

28 Parmi ces entités, figure le Bureau du

1 directeur général des élections, Élections Canada et le
2 Bureau du commissaire aux élections fédérales. Le Bureau du
3 directeur général des élections est une agence indépendante
4 du Parlement. Élections Canada et le Bureau du commissaire
5 aux élections fédérales font partie du Bureau du directeur
6 général des élections.

7 Bien qu'ils fassent partie de la même
8 organisation, Élections Canada et le Bureau du commissaire
9 aux élections fédérales ont des mandats distincts et opèrent
10 de manière indépendante l'un de l'autre. Élections Canada est
11 dirigée par le Directeur général des élections, un agent
12 parlementaire... un agent du Parlement qui relève directement
13 de celui-ci.

14 Le mandat d'Élections Canada couvre
15 l'administration des élections ainsi que la conformité
16 réglementaire, notamment en ce qui a trait au respect des
17 règles électorales, tel que le financement par des tiers.
18 Élections Canada veille à l'intégrité des élections
19 fédérales, notamment en détectant et en réagissant à la
20 mésinformation ou la désinformation les concernant. Dans le
21 cadre de son mandat de fournir de l'information exacte sur le
22 processus électoral fédéral, Élections Canada surveille les
23 médias sociaux et le contenu numérique public pour examiner
24 les informations qui sont liées à ce processus. Cette
25 surveillance ne vise pas à déterminer si les sources
26 d'information sont nationales ou étrangères.

27 Élections Canada s'appuie sur sa
28 compréhension de l'environnement informationnel pour élaborer

1 et mettre à jour ses produits de communication, ainsi que
2 pour réagir aux récits inexacts concernant son mandat ou le
3 processus électoral fédéral.

4 Le Bureau du commissaire aux élections
5 fédérales est quant à lui dirigé par le Commissaire aux
6 élections fédérales qui est nommé par le Directeur général
7 des élections après consultation du Directeur des poursuites
8 pénales.

9 Le Commissaire aux élections fédérales est
10 responsable de veiller au respect et à l'application de la
11 *Loi électorale du Canada*. Dans le cadre de ses fonctions, le
12 Commissaire dispose de divers outils pénaux et administratifs
13 pour assurer la conformité à la loi en fonction de la
14 violation qui est en cause. Il peut porter des accusations
15 criminelles pour des infractions qui seront ensuite traitées
16 par le Service des poursuites pénales du Canada et il peut
17 également recourir à des mesures administratives, telles que
18 l'imposition de sanctions pécuniaires en cas d'infractions
19 administratives à la *Loi électorale du Canada*.

20 Le Conseil de radiodiffusion et des
21 télécommunications canadiennes (le CRTC) délivre des licences
22 à tous les radiodiffuseurs et distributeurs de contenus au
23 Canada et autorise la distribution des chaînes étrangères sur
24 le territoire canadien. Le CRTC est en outre chargé
25 d'enquêter sur les plaintes liées au non-respect des
26 règlements, que celles-ci soient déposées par le public ou
27 d'autres parties prenantes.

28 Le Parlement est composé du Roi représenté

1 par la gouverneure générale, ainsi que du Sénat et de la
2 Chambre des communes. En tant qu'organe législatif du Canada,
3 le Parlement participe à l'élaboration de lois fédérales
4 visant à contrer l'ingérence étrangère, pensons notamment au
5 projet de loi C-70 qui a été récemment adopté.

6 Au sein de la Chambre des communes et du
7 Sénat, des commissions parlementaires se réunissent pour
8 examiner en détail les projets de loi, notamment en
9 convoquant des témoins. Ces commissions peuvent également
10 étudier des enjeux spécifiques, comme l'ingérence étrangère.
11 Par exemple, le Comité de la procédure et des affaires de la
12 Chambre des communes, communément appelée « PROC », a examiné
13 plusieurs dossiers liés à l'ingérence étrangère, y compris
14 des campagnes présumées ciblant des parlementaires. Ces
15 commissions parlementaires ont le pouvoir de convoquer des
16 témoins, d'exiger la production de documents, et de publier
17 des rapports et de recommandations.

18 Traitons maintenant des organes et agences
19 d'examen. L'Office de surveillance des activités en matière
20 de sécurité nationale et de renseignement (l'OSSNR) est un
21 organe de contrôle indépendant qui rend compte au Parlement
22 plutôt qu'au gouvernement. Il supervise les activités du
23 gouvernement en matière de sécurité nationale et de
24 renseignement en menant des enquêtes pour garantir leur
25 légalité, leur raisonnable et leur nécessité.

26 L'OSSNR examine les plaintes du public
27 concernant les principaux organismes et activités de
28 sécurité. Il a le droit d'accéder en temps opportun aux

1 informations qui relèvent de tout ministre et de tout
2 ministère, y compris les informations protégées par le
3 privilège relatif aux litiges ou par le secret professionnel
4 de l'avocat.

5 L'OSSNR peut fournir au Comité des
6 parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
7 (le CPSNR) des informations pertinentes à son mandat dans la
8 mesure où elles sont compatibles avec les informations que le
9 CPNSR est autorisé à recevoir. De même, le CPNSR peut fournir
10 des informations à l'OSSNR dans certaines circonstances.

11 Le 9 mars 2023, l'OSSNR a entamé un examen de
12 l'ingérence étrangère et, le 28 mai 2024, une version
13 caviardée de son rapport intitulé « Examen de la diffusion du
14 renseignement ayant trait à l'ingérence politique étrangère
15 exercée par la République de Chine de 2018 à 2023 » a été
16 déposé au Parlement.

17 Le CPSNR est un comité statutaire non
18 parlementaire chargé d'examiner le cadre législatif,
19 règlementaire, politique, administratif et financier de la
20 sécurité nationale et du renseignement. Il évalue également
21 les activités des services gouvernementaux liées à la
22 sécurité nationale ou au renseignement, sauf si une activité
23 en cours pourrait être compromise par un tel examen selon
24 l'avis du ministre responsable.

25 Le comité est composé d'au plus huit députés
26 fédéraux et trois sénateurs. Ces membres peuvent examiner
27 des documents classifiés et disposent tous d'une cote de
28 sécurité très secret. Ils sont soumis au secret en vertu de

1 la *Loi sur la protection de l'information*. Le CPSNR a
2 commencé à examiner l'ingérence étrangère peu après sa
3 création en 2017. En mars 2023, le premier ministre a
4 demandé au CPSNR d'effectuer un examen pour évaluer
5 l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques
6 fédéraux du Canada et de porter une attention particulière
7 aux élections. Le 3 juin dernier, une version caviardée du
8 rapport du CPSNR a été publiée.

9 C'est ce qui complète notre présentation.
10 Merci de votre attention.

11 **COMMISSAIRE HOGUE:** Merci, Maitre Saint-
12 Amour.

13 Alors, la prochaine présentation va porter
14 sur, je pense, les médias sociaux. Alors, ce sera maitre
15 Lazare.

16 **--- PRESENTATION SOCIAL MEDIA BY/PRÉSENTATION SUR LES MÉDIAS**
17 **SOCIAUX PAR MS. HANNAH LAZARE:**

18 **Me LAZARE :** Merci, Madame la commissaire.
19 Membres du public et partis, bon matin. Je m'appelle Hannah
20 Lazare, avocate de la Commission.

21 Au cours des prochaines semaines, vous
22 entendrez parler de l'utilisation des médias sociaux et ces
23 liens avec l'ingérence étrangère dans les institutions et
24 processus démocratiques. Afin de vous aider à comprendre cet
25 enjeu, je vais présenter plusieurs définitions et concepts
26 clés propres aux médias sociaux. Ces termes et concepts
27 proviennent de l'un des rapports sommaires préparés par la
28 Commission intitulé « Médias sociaux ».

1 Cette présentation est un aperçu de ces
2 sommaires et non exhaustif de concepts en matière de médias
3 sociaux. Même si la plupart d'entre nous utilisent les
4 médias sociaux dans nos interactions quotidiennes, cette
5 présentation a pour but d'aider la Commissaire et le public
6 dans le cadre de la discussion à ce sujet dans les semaines à
7 venir.

8 Les plateformes de médias sociaux sont des
9 ressources en ligne qui permettent des usagers de créer des
10 liens et réseauter entre eux. Les usagers le font en créant
11 du contenu et en interagissant et consommant du contenu
12 produit par d'autres usagers. Plusieurs de ces plateformes
13 sont d'abord et avant tout des entreprises privées. La
14 production, la consommation et l'interaction des usagers avec
15 du contenu génère des données que les propriétaires des
16 plateformes utilisent pour générer des revenus.

17 Les médias sociaux sont omniprésents dans la
18 vie moderne. Plusieurs d'entre nous interagissant
19 régulièrement avec de grandes plateformes de médias sociaux
20 comme Facebook, Instagram et des applications de messagerie
21 comme WhatsApp.

22 Le taux d'utilisation des médias sociaux au
23 Canada est extrêmement élevé. Des études montrent que 94
24 pour cent des Canadiens sont des usagers réguliers d'Internet
25 et détiennent au moins un compte de médias sociaux.

26 Les médias sociaux peuvent avoir un impact
27 positif important sur la démocratie. Ils amènent l'actualité
28 politique à un public plus vaste et rassemblent les citoyens

1 autour d'enjeux démocratiques importants. Toutefois, les
2 médias sociaux peuvent également être exploités pour nuire
3 aux institutions démocratiques, y compris par des états
4 étrangers. Les médias sociaux ont plusieurs caractéristiques
5 qui créent des opportunités d'ingérence ou influence
6 étrangère. Par exemple, par le biais d'algorithmes qui
7 amplifient du contenu sensationnaliste ou extrême.

8 Les plateformes de médias sociaux utilisent
9 les algorithmes pour prévoir les publications qui pourraient
10 intéresser un utilisateur et les placer en priorité dans son
11 fil d'actualité. Un algorithme est une sorte de recette
12 suivie par le système informatique. Une série d'étapes dont
13 le système se sert afin de mener à un résultat précis.

14 Dans ce contexte, les algorithmes
15 peuvent être décrits comme des modèles mathématiques qui
16 traitent des données afin de générer des informations utiles
17 pour les propriétaires des plateformes de médias sociaux.
18 Les données peuvent être de l'information sur, par exemple,
19 les publications qu'un utilisateur a lues, a visionnées
20 longtemps ou les publications qu'un utilisateur a aimé ou
21 qu'il a commenté. Ces algorithmes utilisent ensuite les
22 données comme une source afin de faire des prédictions sur
23 les publications qui intéresseront un utilisateur à l'avenir.
24 Les algorithmes placent les publications en priorité dans son
25 fil d'actualité. Les règles exactes et les calculs que les
26 médias sociaux utilisent ne sont pas publics.

27 Ceux qui peuvent s'adonner à l'ingérence ou
28 l'influence étrangère peuvent exploiter ces algorithmes en

1 utilisant des robots et des usines à troll. Deux concepts
2 dont je vais parler maintenant.

3 Those who may be engaged in foreign
4 interference or foreign influence can capitalize on these
5 algorithms by using bots and troll farms, two concepts which
6 I will now describe.

7 Bots are software robots or programs that run
8 on our computers or servers that are created to save human
9 labour. Bots can mimic human behaviour and influence social
10 media algorithms and people. Bots do so by creating
11 artificial content and amplifying interaction with that
12 content to make it look more popular and spread more quickly
13 across social networks.

14 Bots can also use data from social media
15 platforms to search for specific material online. This can
16 allow states to search for dissident material and see who is
17 interacting with that material.

18 During the 2016 United States presidential
19 election, Twitter identified over 50,000 bots that
20 collectively reached millions of American users attempting to
21 impact public opinion.

22 Trolls, like bots, aim to produce and promote
23 content to advance some purpose. For example, to spread a
24 specific narrative. Unlike bots, trolls are human, though
25 they can use bots.

26 An organized group of trolls is called a
27 troll farm. An example of a troll farm was the Russian
28 Internet Research Agency that targeted the U.S. election in

1 2016. A U.S. Department of Justice report found that the
2 Internet Research Agency had used social media accounts and
3 interested groups to sow discord in the U.S. political system
4 through what it called information warfare.

5 Trolls, troll farms, and bots are used to
6 attempt to shape the content and the tone of online
7 discourse.

8 Foreign state actors may also use social
9 media platforms to engage in intimidation and political
10 repression, both of which have the goal of decreasing the
11 target's political participation.

12 One way foreign state actors do this is by
13 doxing users. Doxing is when someone releases a person's
14 personal information on the internet, such as their real
15 name, phone number, their home address, or their place of
16 work. This enables others to harass that person offline,
17 including at their home.

18 The possibility of doxing can deter a person
19 from participating in political expression. To manage some
20 of the risks that social media presents to democratic society
21 and to moderate the content that is posted on a platform,
22 some platforms engage in flagging and tagging, two methods of
23 self-governance. Flagging is a social media self-governance
24 measure that aims to identify and remove mis and
25 disinformation before users are exposed to it. Tagging
26 leaves the false material in place, but provides corrective
27 information and links to sources so that users can engage
28 with the false material more critically.

1 These methods of self-governance can be done
2 by users or by the platforms themselves through human and
3 automated processes.

4 Flagging and tagging can be laborious,
5 particularly given the presence of bots and troll farms,
6 which can rapidly and continuously flood social media
7 platforms with false information. For this reason, many
8 social media platforms use algorithmic moderation, a process
9 by which computer models are deployed to either classify or
10 match content likely to violate guidelines. That material,
11 like hand-flagged material, can then be checked and either
12 removed or tagged. Where the algorithm suggests a bot may be
13 involved, fake accounts can be removed as well. The
14 advantage of this approach is that it prevents individuals,
15 bots, or trolls from simply re-posting material that has been
16 removed. That material, like hand flagged material, can then
17 be checked and either removed or tagged.

18 For more information on these concepts, you
19 are invited to consult the overview reports prepared by the
20 Commission which will be made available in due course. Thank
21 you. Merci.

22 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you. So the next
23 presentation will be Maitre McBain-Ashfield.

24 **--- PRESENTATION ON INTELLIGENCE CONCEPTS BY/PRÉSENTATION SUR**
25 **DES CONCEPTS DE RESEIGNEMENTS PAR MS. EMILY McBAIN-ASHFIELD:**

26 **MS. McBAIN-ASHFIELD:** Good morning,
27 Commissioner, participants, and members of the public. My
28 name is Emily McBain-Ashfield, and I am Commission Counsel.

1 Today, I will be providing a brief
2 presentation on intelligence concepts. More information on
3 this topic can be later found in Overview Report Number 9,
4 Introduction to Intelligence Concepts, which will be
5 available shortly.

6 Over the next few weeks, you will hear about
7 several intelligence concepts. This presentation covers five
8 key topics. First, the definition of intelligence and how it
9 differs from information; second, classification practises;
10 third, the "need-to-know" principle; fourth, how intelligence
11 is used, and finally, statutory responses associated with the
12 use of intelligence.

13 First, a definition of intelligence. There
14 is no universally accepted definition of intelligence, but
15 intelligence is widely understood to be a type of
16 information. Information, for our purposes, is anything that
17 can be known, regardless of how it was discovered, its
18 subject matter, or whether it is true or factual.

19 Intelligence is information that has been
20 processed, analysed, and placed into context for some end.
21 For example, to help policymakers create responsive policy,
22 or to help the government make decisions related to
23 international relations, national defence, and national
24 security.

25 The diagram onscreen helps to distinguish
26 between intelligence and information. Intelligence falls
27 under the umbrella of information. All intelligence is
28 information, but not all information is intelligence.

1 Intelligence can be divided into different
2 categories based on the method by which it was collected.
3 There are three categories that are most relevant to the
4 Commission's proceedings this fall:

5 Human-source intelligence, referred to as
6 HUMINT, is information collected from a person. It can be
7 what the person saw, heard, or was told. For example, it can
8 be something that the person had access to and copied or
9 passed on to intelligence authorities.

10 Signals intelligence, referred to as SIGINT,
11 is information obtained through the interception of
12 electronic signals and communications. The communications
13 that are intercepted can take many forms, such as telephone
14 calls, emails, and radio communications.

15 Open-source intelligence, referred to as
16 OSINT, is publicly available information available in any
17 form, including traditional and social media, public records,
18 academic journals, professional resources, commercial
19 databases, or websites.

20 Next, some information on classification
21 levels.

22 Intelligence often contains information that
23 is classified. Classified information is information that,
24 if disclosed, could reasonably be expected to cause injury to
25 the national interest.

26 Classification is a security practice, a way
27 to keep intelligence safe, that attaches a classification
28 level to the information. That level determines who has

1 access to the information and how it must be handled.

2 There are several different levels of
3 classification that range from confidential, which is the
4 lowest level of classification, to top secret, which is the
5 highest level of classification. Top secret classification
6 can include sub categories that describe ultra sensitive
7 information that very few people are authorised to see.

8 The level of classification is tied to the
9 level of harm that could result if the intelligence were
10 disclosed to people without authorization to see it. If
11 confidential information were disclosed, there could be some
12 injury to the national interest. If secret information were
13 disclosed, there could be serious injury to the national
14 interest. If top secret information were disclosed, it could
15 cause exceptionally grave harm, injury, sorry, to the
16 national interest.

17 Typically, the agency that collected and
18 created the intelligence will decide how it should be
19 classified. Just because someone has access to classified
20 information, does not mean they have authority to disclose or
21 share it.

22 Even if someone has the right security
23 clearance to view a piece of information, they will only get
24 to see it if they have the need to know it. This is the
25 "need-to-know" principle. It states that an individual
26 should only have access to the information they need in order
27 to do their job. The "need-to-know" principle limits access
28 to sensitive information, and acts as a key safeguard against

1 unauthorized disclosure of information.

2 There are several ways in which intelligence
3 can be used. For example, it may be used to develop
4 legislation, to develop new policy or programming, or to take
5 mitigating actions, such as a threat reduction measure, which
6 is an operational measure undertaken by the Canadian Security
7 and Intelligence Service that aims to reduce a threat to the
8 security of Canada.

9 Alternatively, government or law enforcement
10 officials may wish to act on the basis of intelligence, which
11 may result in some type of legal proceeding. An example is
12 where police wish to rely on intelligence as part of a
13 criminal investigation, which could result in a charge or a
14 criminal trial.

15 I will now briefly cover the intelligence to
16 evidence challenge:

17 When legal proceedings occur, a further
18 concept becomes relevant. Evidence. In this context,
19 evidence is another subset of information, consisting of
20 facts presented before a court, tribunal, or other similar
21 body.

22 The law of evidence sets out rules about the
23 facts that can be presented in a proceeding, how those facts
24 can be presented in the proceeding, and how facts are tested
25 or proven. There are a number of challenges that arise when
26 trying to admit intelligence as evidence in a legal
27 proceeding. For example, the rules governing evidence in
28 those proceedings may require disclosure of that intelligence

1 to all parties in the legal proceeding. This may be of
2 concern for intelligence agencies when it comes to preserving
3 the secrecy of the intelligence.

4 Intelligence is sensitive, and sharing it
5 might put human sources in danger, or give away secret
6 collection techniques. Moreover, the manner in which
7 intelligence was collected may not comply with the rules of
8 evidence, and the intelligence may therefore be inadmissible
9 in a legal proceeding.

10 Both of these issues, disclosure and
11 admissibility, can make it difficult for law enforcement to
12 act on intelligence. This challenge is commonly referred to
13 as the "intelligence to evidence" problem.

14 Parliament has enacted several statutes that
15 address how intelligence should be handled and used.
16 Examples include:

17 The *Security of Information Act*, which sets
18 out offences for unauthorized disclosure of different types
19 of intelligence, and permanently binds some people to
20 secrecy;

21 The *Security of Canada Information Disclosure*
22 *Act*, which facilitates disclosure of information between
23 government institutions and to protect Canada against
24 activities that undermine the security of Canada;

25 Bill C-70, which revises a number of national
26 security statutes that set out the powers of national
27 security agencies, and creates a new foreign interference
28 transparency registry;

1 The *Canada Evidence Act*, which creates a
2 regime that protects information that is privileged on the
3 grounds of national security, defence, and international
4 relations.

5 And other statutes that try to address the
6 intelligence-to-evidence problem by removing certain
7 traditional requirements of the law of evidence, like the
8 *Immigration and Refugee Protection Act*, which says that the
9 judge:

10 "...may receive into evidence
11 anything that, in the judge's
12 opinion, is reliable and appropriate,
13 even if it is inadmissible in a court
14 of law, and may base a decision on
15 that evidence." (As read)

16 Thank you. This concludes my presentation on
17 intelligence concepts.

18 **COMMISSIONER HOGUE:** Thank you. So we have
19 another one dealing with Bill C-70.

20 **--- PRESENTATION ON BILL C-70 BY/PRÉSENTATION SUR LE PROJET**
21 **DE LOI C-70 PAR Me NICOLAS SAINT-AMOUR:**

22 **Me NICOLAS SAINT-AMOUR:** Madame la
23 commissaire, distingués participants, membres du public,
24 rebonjour.

25 Je vais maintenant vous présenter un aperçu
26 concis de la *Loi sur la lutte contre l'ingérence étrangère*,
27 qui a été déposée au Parlement plus tôt cette année en tant
28 que projet de loi C-70. Cette présentation expose les

1 concepts clés de la loi, notamment les mécanismes permettant
2 au gouvernement de détecter, de prévenir et de contrer
3 l'ingérence étrangère, mais compte tenu du temps qui m'est
4 imparti, je limiterai mon exposé aux principaux changements
5 apportés par la *Loi*.

6 Pour plus de détails, je vous invite à
7 consulter le rapport sommaire préparé par la Commission.

8 Dans le cadre de cette présentation, je vais
9 traiter de trois sujets. Premièrement, l'entrée en vigueur de
10 la *Loi sur la lutte contre l'ingérence étrangère*;
11 deuxièmement, la nouvelle *Loi sur la transparence et la*
12 *responsabilité en matière d'influence étrangère* ; et,
13 troisièmement, les modifications apportées à diverses lois,
14 notamment la *Loi sur le Service canadien du renseignement et*
15 *de la sécurité*, la *Loi sur la protection de l'information*, le
16 *Code criminel*, et la *Loi sur la preuve au Canada*.

17 Je note tout de suite que cette présentation
18 n'abordera pas les modifications apportées à la *Loi sur la*
19 *preuve au Canada* et à la *Loi sur l'immigration et la*
20 *protection des réfugiés*, qui instaurent un nouveau régime de
21 divulgation et d'utilisation d'informations sensibles devant
22 la Cour fédérale.

23 Le projet de loi C-70 a été déposé à la
24 Chambre des communes le 6 mai 2024 et a reçu la sanction
25 royale le 20 juin suivant. Il est désormais connu sous le nom
26 de la *Loi sur la lutte contre l'ingérence étrangère*.

27 Les modifications à la *Loi sur le SCRS* sont
28 entrées en vigueur le 20 juin 2024, tandis que celles

1 touchant la *Loi sur la protection de l'information*, le *Code*
2 *criminel*, et la *Loi sur la preuve au Canada* sont devenues
3 effectives le 19 août 2024. Quant à la *Loi sur la*
4 *transparence et la responsabilité en matière d'influence*
5 *étrangère*, son entrée en vigueur sera éventuellement fixée
6 par décret, elle n'est donc toujours pas en vigueur. Le
7 ministère de la Sécurité publique estime qu'il faudra environ
8 un an pour établir le registre de transparence relatif à
9 l'influence étrangère qui est instauré par cette loi.

10 Comme nous disions, La *Loi sur la lutte*
11 *contre l'ingérence étrangère* a introduit plusieurs
12 modifications au cadre juridique de la sécurité nationale du
13 Canada : elle instaure la *Loi sur la transparence et la*
14 *responsabilité en matière d'influence étrangère* et elle
15 modifie plusieurs lois existantes. Examinons ensemble ces
16 changements.

17 Alors, tout d'abord, traitons de la *Loi sur*
18 *la transparence et la responsabilité en matière d'influence*
19 *étrangère* à laquelle je vais désormais référer en tant que
20 « LTRIE ».

21 La *LTRIE*, crée un registre pour la
22 transparence en matière d'influence étrangère. L'objectif du
23 registre, et plus largement de cette loi, est de :

24 Veiller à ce que les personnes qui exercent,
25 au titre d'un arrangement, des activités liées à un processus
26 politique ou gouvernemental au Canada et qu'ils le fassent de
27 manière transparente;

28 Dissuader les commettants étrangers de tenter

1 d'influencer de façon non transparente les processus
2 politiques ou gouvernementaux au Canada;

3 Sensibiliser le public aux tentatives des
4 commettants étrangers d'influencer ces processus; et,
5 Renforcer la sécurité nationale.

6 Le Commissaire à la transparence en matière
7 d'influence étrangère est la personne qui sera responsable de
8 superviser ce registre. Le Commissaire sera nommé par le
9 gouverneur en conseil après consultation des parlementaires,
10 en plus d'être approuvé par le Sénat et la Chambre des
11 communes.

12 En vertu de la *LTRIE*, toute personne qui
13 conclut un arrangement avec un commettant étranger sera tenue
14 de fournir certains renseignements au Commissaire, il s'agit
15 d'une obligation de renseignement, et le type de
16 renseignement qui sera requis dans le cadre de cette
17 obligation sera précisé par règlement.

18 Alors, qu'est-ce qu'un arrangement et quand
19 est-ce que l'obligation d'enregistrement se présente ? Un
20 « arrangement » intervient lorsque trois éléments sont
21 réunis.

22 Premièrement, la personne s'engage à exercer
23 certaines activités d'influence, telles que : communiquer
24 avec un titulaire d'une charge publique ; communiquer les
25 renseignements relatifs au processus politique ou
26 gouvernemental ; ou encore, distribuer de l'argent ou des
27 objets de valeur.

28 Deuxièmement, la personne agit sous la

1 direction ou en association avec un commettant étranger, tel
2 qu'une puissance, une entité ou un État étranger.

3 Et troisièmement, l'activité est liée à un
4 processus politique ou gouvernemental au Canada.

5 Lorsqu'un arrangement répond à ces trois
6 critères, la personne est tenue de s'enregistrer, sauf si une
7 exception s'applique. Alors, la *LTRIE* prévoit une série
8 d'exemptions à l'obligation d'enregistrement pour certaines
9 catégories d'individus et d'arrangements :

10 L'obligation d'enregistrement ne s'applique
11 pas aux employés d'un commettant étranger qui agissent
12 ouvertement en leurs qualités officielles – pensons ici à un
13 diplomate ;

14 L'obligation d'enregistrement ne s'applique
15 pas aux arrangements dont le gouvernement du Canada est
16 partie ;

17 Et enfin, l'obligation d'enregistrement ne
18 s'applique pas aux personnes qui sont comprises dans une
19 catégorie qui sera précisée par règlement.

20 Pour assurer le respect de l'obligation de
21 renseignement (sic), le Commissaire peut mener des enquêtes.
22 La loi stipule que le fait de ne pas s'enregistrer ou encore
23 de fournir des informations fausses au Commissaire constitue
24 à la fois une violation administrative et une infraction
25 pénale. Si l'acte ou l'omission est considéré comme une
26 violation administrative, la personne fautive est passible
27 d'une sanction administrative pécuniaire. Si, plutôt, l'acte
28 ou l'omission est qualifié d'infraction pénale, la personne

1 fautive est passible d'une amende pouvant atteindre jusqu'à
2 5 millions de dollars et/ou d'une peine d'emprisonnement
3 allant jusqu'à cinq ans. Il est important de noter qu'un acte
4 ou une omission ne peut être traité simultanément comme une
5 violation administrative et une infraction pénale.

6 La loi prévoit qu'au cours de la première
7 année qui suit une élection générale, un examen approfondi de
8 la loi et de son application doit être entrepris.

9 Traitions maintenant des modifications
10 apportées à la *Loi sur le SCRS*. Il y en a plusieurs, mais je
11 vais m'attarder à trois de ces changements, soit des
12 modifications relatives à la capacité du SCRS de collecter du
13 renseignement, de partager des informations, et d'exercer un
14 contrôle judiciaire.

15 L'article 16 de la *Loi sur le SCRS* qui
16 définit le mandat d'assistance du SCRS pour la collecte
17 d'information relative à des États étrangers et à des
18 personnes à l'intérieur du Canada a été modifié pour étendre
19 cette collecte à des informations provenant de l'extérieur du
20 Canada. Désormais, le SCRS peut collecter des informations ou
21 des renseignements situés à l'étranger, à condition que
22 l'assistance vise une personne ou un objet qui se trouve au
23 Canada, ou un individu qui se trouvait au Canada et qui se
24 trouve temporairement à l'extérieur du pays.

25 Avec cette modification, la Cour fédérale et
26 la Cour d'appel fédérale... pardon, avant cette modification,
27 la Cour fédérale et la Cour d'appel fédérale considéraient
28 que la collecte était limitée aux informations présentes

1 uniquement sur le territoire Canadien. Cette modification
2 donc adapte la loi pour tenir compte de la réalité numérique,
3 en permettant, par exemple, la collecte d'informations
4 entreposées via infonuagique sur des serveurs qui seraient
5 situés à l'extérieur du Canada.

6 L'article 19, qui décrit sous quelles
7 conditions le SCRS peut partager des informations recueillies
8 dans l'exercice de ses fonctions, a vu son champ
9 d'application élargi pour permettre une communication avec un
10 plus vaste public. Lorsque des informations peuvent servir
11 dans le cadre d'une enquête ou de poursuites relatives à une
12 contravention présumée à une loi fédérale ou provinciale, le
13 SCRS peut désormais les communiquer aux personnes compétentes
14 pour mener l'enquête. De plus, le SCRS peut communiquer des
15 informations à toute personne ou entité lorsque, selon le
16 ministre, leur communication est essentielle pour des raisons
17 d'intérêt public, et que celles-ci justifient nettement une
18 éventuelle violation à la vie privée, à cette personne ou
19 entité.

20 En outre, le SCRS peut, sous certaines
21 conditions, transmettre des informations à une personne ou
22 une entité pour renforcer la résilience aux menaces envers la
23 sécurité du Canada.

24 Auparavant, le SCRS disposait d'un seul type
25 d'un seul type de mandat pour définir et effectuer des
26 recherches, ce qui rendait le processus d'autorisation
27 judiciaire plus lourd, notamment dans le cas de recherches
28 ciblées, comme celles visant une adresse IP. Désormais, les

1 exigences en matière d'autorisation judiciaire sont mieux
2 adaptées au type et au caractère intrusif de la recherche ou
3 de l'activité.

4 Traitons maintenant des modifications à la
5 *Loi sur la protection de l'information*, qui s'appelle
6 désormais la *Loi concernant l'ingérence étrangère et la*
7 *protection de l'information* qui s'appelle désormais la *Loi*
8 *concernant l'ingérence étrangère et la protection de*
9 *l'information*.

10 La *Loi sur la lutte contre l'ingérence*
11 *étrangère* élargit certaines infractions qui étaient prévues
12 par la *Loi sur la protection de l'information* et introduit
13 plusieurs nouvelles infractions. Attardons-nous à ces
14 nouvelles infractions.

15 Premièrement, l'intimidation, les menaces ou
16 la violence pour le compte d'une entité étrangère sont
17 désormais criminalisées. Lorsque l'infraction est commise au
18 Canada ou implique des personnes qui ont des liens précis
19 avec le Canada, il n'est plus nécessaire de prouver que
20 l'acte interdit visait à accroître la capacité d'une entité
21 étrangère à porter atteinte aux intérêts canadiens, ou
22 qu'elle y porterait vraisemblablement atteinte. Cependant,
23 pour les infractions commises à l'extérieur du Canada, cette
24 preuve reste requise.

25 Deuxièmement, le fait de commettre un acte
26 criminel sur l'ordre d'une entité étrangère, en collaboration
27 avec elle ou pour son profit, constitue désormais une
28 infraction.

1 Troisièmement, une nouvelle infraction
2 générale d'ingérence étrangère est créée.

3 Quatrièmement, le fait d'influencer un
4 processus politique ou gouvernemental canadien, la
5 gouvernance scolaire, l'exercice d'un devoir en lien avec un
6 tel processus ou une telle gouvernance, ou encore l'exercice
7 d'un droit démocratique au Canada, par un comportement
8 trompeur ou subreptice sur l'ordre d'une entité étrangère
9 constitue désormais une infraction.

10 Ces quatre infractions sont passibles d'une
11 peine maximale d'emprisonnement à perpétuité, avec la
12 possibilité de peines consécutives à toute autre peine ne
13 constituant pas la perpétuité.

14 La *Loi sur la lutte contre l'ingérence*
15 *étrangère* introduit également un certain nombre d'amendements
16 au *Code criminel*. Plusieurs amendements abaissent le seuil
17 d'intention subjective requise pour l'infraction de sabotage,
18 tout en élargissant son champ d'application pour inclure
19 certains actes commis en lien avec des infrastructures
20 essentielles.

21 On entend par « infrastructure essentielle »
22 des installations ou systèmes, publics ou privés, qui servent
23 à fournir des services essentiels à la santé, à la sûreté, à
24 la sécurité ou au bien-être économique des personnes au
25 Canada. Cela inclut notamment les infrastructures de
26 transport, de technologies de l'information et de la
27 communication, la gestion de l'eau et des eaux usées, les
28 infrastructures d'énergie, de services publics et de services

1 de santé. De plus, une nouvelle disposition permet de sceller
2 les mandats pour des raisons de sécurité nationale.

3 Enfin, la *Loi sur la lutte contre l'ingérence*
4 *étrangère* modifie la *Loi sur la preuve au Canada*. Les
5 modifications apportées à la cette loi introduisent un régime
6 général pour traiter les informations relatives aux relations
7 internationales, à la défense nationale ou à la sécurité
8 nationale dans le cadre d'une procédure devant la Cour
9 fédérale ou la Cour d'appel fédérale.

10 Ce régime permet la désignation d'un
11 conseiller juridique spécial qui a pour rôle de défendre les
12 intérêts de la partie non gouvernementale lorsque des
13 renseignements et d'autres éléments de preuve ou des
14 observations sont présentés à huis clos et en l'absence de
15 celle-ci et de son avocat.

16 Merci, c'est ce qui complète ma présentation.

17 **COMMISSAIRE HOGUE:** Merci, Maitre Saint-Amour.

18 Alors, je pense que c'est tout pour ce matin.

19 I think it's what we had on the menu for this
20 morning. As you can see it was just an introductory today,
21 une mise en place, si je peux utiliser l'expression.

22 We will begin with the witnesses tomorrow
23 morning at 9:30, and we do anticipate full days starting
24 tomorrow. So just make sure that you're available for the
25 entire day because we are already planning from 9:30 probably
26 to 4:30 or even 5:00. So, and who knows, maybe later than
27 that. But in principle, 9:30 to 4:30, 5:00 should be our
28 agenda for the next coming days.

1 So thank you very much, especially to those
2 who made a presentation this morning. It is very useful and
3 I'm sure it will ease our understanding in the next coming
4 weeks. Thank you.

5 **THE REGISTRAR:** Order please. À l'ordre, s'il
6 vous plait.

7 The sitting of the Foreign Interference
8 Commission is adjourned until tomorrow, the 17th of September
9 at 9:30 a.m.

10 Cette séance de la Commission sur l'ingérence
11 étrangère est suspendue jusqu'à demain, le 17 septembre à
12 9 heures et demie.

13 --- Upon adjourning at 11:38 a.m.

14 --- L'audience est suspendue à 11 h 38

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27


28

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28

C E R T I F I C A T I O N

I, Sandrine Marineau-Lupien, a certified court reporter,
hereby certify the foregoing pages to be an accurate
transcription of my notes/records to the best of my skill and
ability, and I so swear.

Je, Sandrine Marineau-Lupien, une sténographe officielle,
certifie que les pages ci-hauts sont une transcription
conforme de mes notes/enregistrements au meilleur de mes
capacités, et je le jure.



Sandrine Marineau-Lupien